

ce pouvait tenir lieu de biens et d'honneurs; qu'enfin sous le présent règne, ils n'avaient pas changé d'objet, parce qu'il ne leur en avait pas été offert d'autre."

Avant la publication de la *Gazette Littéraire*, M. F. MESPLET et C. BERGER, avaient déjà établi une librairie à Montréal; et ce fut à peu près dans le même temps, ou même avant, que fut publié pour la première fois, en langue française, un *Almanac de la province de Québec*, qui semble avoir servi de modèle à ceux qui se publient présentement.

Mais un fait curieux, et qui montre bien l'esprit du temps et du gouvernement d'alors, c'est que l'imprimeur de la *Gazette Littéraire* a le soin d'avertir, dans une espèce de prospectus, publié quelques temps avant la sortie de son premier numéro, qu'il y insérera tout ce qu'on voudra bien lui communiquer, "pourvu qu'il n'y soit fait aucune mention de la religion, du gouvernement ou de nouvelles touchant les affaires présentes, à moins qu'il ne fût autorisé du gouvernement."

Il paraît que M. Mesplet n'obtint pas, du moins alors, l'autorisation nécessaire pour pouvoir parler du gouvernement, ou seulement des nouvelles politiques ou militaires du temps, quoi que le général Carleton fût encore à la tête des affaires. Il faut pourtant convenir qu'il n'eût peut-être pas été de la prudence de permettre indistinctement la publication des nouvelles de la guerre de politique et de gouvernement qui régnaient encore entre la Grande-Bretagne et ses colonies. Outre que la discussion de ce qui s'était passé dans ce pays en 1776 et 1777, (discussion qui aurait pu avoir lieu, si la presse avait été libre,) eût pu compromettre quelques individus, et en mettre d'autres dans une position délicate, les comparaisons qu'on aurait pu faire entre le gouvernement que voulaient les anciennes colonies et celui auquel était soumis la province de Québec, n'auraient pas été à l'avantage de ce dernier.

Le gén. Carleton ayant obtenu son rappel, le général Frédéric HALDIMAND, Suisse de naissance, lui fut donné pour successeur, par une commission datée du 18 Septembre 1777. Ce nouveau gouverneur arriva à Québec au commencement de Juillet 1778. Le général Carleton s'embarqua pour l'Angleterre quelques jours après. Les citoyens des deux principales villes de la province leur présentèrent à l'un et à l'autre des adresses de félicitation. *

* « Les jours heureux que nous avons goûté sous la douceur de votre gouvernement, » disent les principaux habitans de Montréal au général Carleton, « sont passés; mais les regrets que cause votre départ à tous les honnêtes et fidèles Canadiens ne s'effaceront jamais de nos cœurs: ce qui peut nous consoler, c'est que nous espérons que sa majesté vous appelle à occuper des places plus distinguées que celles de notre province.